

l'exportation, les conséquences de remboursement des intérêts en devises nationales ou l'ajustement des modalités de remboursement en fonction des recettes d'exportation ou du prix des matières premières.

Le Comité estime que ces discussions entre gouvernements débiteurs et créanciers seraient utiles, car les deux parties forment actuellement deux groupes isolés. Une discussion de ces questions aux échelons supérieurs de la hiérarchie politique des deux camps favoriserait une meilleure compréhension de leurs problèmes respectifs. Elle permettrait peut-être d'aboutir à un consensus, duquel surgirait un engagement plus ferme de trouver une stratégie commune pour régler le problème. Compte tenu des pressions exercées sur eux pour les inciter à prendre des mesures unilatérales, certains gouvernements débiteurs se sentent isolés et ne savent pas trop quelle voie emprunter. Ces discussions les aideraient à adopter une position plus modérée. Certains gouvernements démocratiques débiteurs sont actuellement la cible d'attaques internes très virulentes, et plusieurs nouvelles démocraties d'Amérique latine semblent même menacées. S'ils sentaient que les gouvernements créanciers comprennent leurs difficultés, les gouvernements débiteurs pourraient peut-être éviter de céder aux pressions.

Le Comité pense que ces discussions pourraient être organisées par le Comité intérimaire du FMI, en collaboration avec la Banque mondiale. Un comité spécial pourrait peut-être être établi au sein de cet organisme pour structurer le dialogue entre pays créanciers et pays débiteurs, et ce sur une base régionale, puisque les problèmes d'endettement des pays d'Amérique latine sont très différents de ceux des pays d'Afrique à faible revenu.

**Le Comité recommande que le gouvernement canadien endosse et préconise publiquement l'idée d'un dialogue organisé sous l'égide du Comité intérimaire du FMI entre gouvernements créanciers et débiteurs.**

## **Le Groupe consultatif sur l'endettement international**

Outre les rencontres entre pays créanciers et débiteurs en vue d'amorcer la discussion sur les diverses dimensions du problème de la dette, le Comité estime nécessaire de mettre sur pied des mécanismes de consultation permanents. C'est dans cet esprit qu'il recommande la création d'un petit groupe d'experts éminents, originaires de pays du Nord comme du Sud, qui pourrait être désigné sous le nom de Groupe consultatif sur l'endettement international. Ces experts pourraient être nommés, à titre consultatif, par le Comité intérimaire du FMI ou par un comité mixte formé du Comité de développement de la Banque mondiale et du FMI. Ils auraient pour mandat de surveiller l'évolution des problèmes d'endettement, d'étudier leur incidence sur les autres secteurs de l'économie mondiale, d'évaluer les succès et les échecs du FMI et de la Banque mondiale, de veiller à ce que les gouvernements des pays débiteurs respectent leur engagement de mieux gérer leurs économies et d'effectuer des ajustements structurels, de sensibiliser l'opinion aux problèmes de l'endettement, particulièrement dans les pays les plus pauvres, et enfin, d'essayer d'amener les pays créanciers à rechercher eux-mêmes des mesures correctrices.

Ce Groupe consultatif sur l'endettement international ne serait pas tenu de produire un rapport, comme les Commissions Pearson et Brandt sur l'assistance